ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1278 - 1er janvier 1993 - prix : 9 F

AFP

AFP

LO

Ah, la belle, la bonne année 1992 !

M6189 - 1278 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

AH, LA BELLE, LA BONNE ANNÉE 1992 !

En cette fin d'année, le moins qu'on puisse dire est que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

En Yougoslavie la guerre civile fait rage et, ici, l'opinion est de plus en plus préparée à la perspective d'une intervention militaire contre les Serbes.

Au début, il s'agissait de s'interposer entre les combattants, mais comme ce serait manifestement trop risqué et que les USA ne veulent pas prendre le risque de perdre des hommes, toutes les puissances favorables à l'intervention s'alignent sur eux pour se préparer à abattre les avions et les hélicoptères serbes survolant la Bosnie-Herzégovine et à bombarder les aéroports serbes. Comme cela, n'est-ce pas, la population de Bosnie-Herzégovine ne sera peut-être pas beaucoup soulagée, mais la population civile de Serbie aura sans doute aussi son contingent de victimes et, dans la mort, l'équilibre sera maintenu.

Evidemment cette tragédie ne peut laisser personne indifférent et c'est bien l'une des pires catastrophes qui, en Europe, endeuillent cette fin d'année 1992. Mais une intervention militaire des grandes puissances ne réglera sans doute rien aux problèmes de l'ex-Yougoslavie, ni même, en Bosnie-Herzégovine, aux rapports à venir, non seulement entre Serbes et Croates, mais aussi entre Musulmans et Croates, qui ne sont, pour le moment, unis que sous les coups de l'armée serbe.

Dans une autre région de la planète, en Somalie, la télévision nous a montré ces jours-ci, des images de quartiers de Mogadiscio où les vivres n'auraient jamais manqué, où les boutiques ont toujours été pleines. Nous avons pu voir que la Somalie exportait des vivres, mangues, bananes etc. par voie aérienne vers les pays voisins. Si l'on en juge par les images, ce commerce serait sous le contrôle d'Européens. On nous a même dit que s'il y avait eu quelques ratés ces jours derniers dans ces exportations, c'est uniquement parce que l'aéroport était encombré par les avions américains.

Là aussi on se demande si on ne s'est pas un peu moqué de nous en ne nous montrant qu'une face du problème et à qui l'intervention va laisser le pouvoir une fois terminée. A ceux qui mouraient de faim ? Ou à ceux qui exportaient des vivres, bien à l'aise dans leur secteur privilégié, perdus dans un océan de misère ? Poser la question, c'est presque, malheureusement, y répondre.

Et puis, un soir à la télévision, on passe un film sur l'abbé Pierre, durant l'hiver 1954 où des sans-abri mouraient dans les rues. Et le lendemain matin la radio nous apprend qu'en cette fin d'année 1992, il y a eu au moins un clochard qui, la nuit même, est mort de froid, ici en France, nation civilisée et progressiste s'il en est.

Le SIDA se développe de façon catastrophique en Asie et en Afrique. Des maladies, qui sont bénignes ou disparues dans les pays développés, tuent dans le Tiers Monde, chaque mois, un million d'enfants de moins d'un an. En France, ou aux USA, la tuberculose réapparaît.

La famine, la guerre, la peste ou ce qui en tient lieu : une belle fin d'année qui nous conduit tout doucement vers une fin de millénaire bien peu souriante.

Alors s'il y a des vœux à faire pour 1993 et les années suivantes, c'est de voir enfin disparaître une société basée sur le fric, l'appropriation individuelle, l'exploitation de l'homme par l'homme, la recherche du seul profit, responsables de la pollution, de la misère et de la guerre.

Car enfin, la vie pourrait être belle sur notre Terre si tous pouvaient bénéficier, au même titre, du progrès et de la culture. Sur le plan matériel, l'industrie des grands pays n'est utilisée que largement en dessous de ses capacités, des terres sont laissées en friche pendant que le chômage règne en maître. Et avec tout cela on nous dira que le système capitaliste est la meilleure façon possible de concevoir l'économie.

Impossible de changer tout cela ?

Sûrement moins que de marcher sur la Lune, ce qui a été fait il y a déjà vingt ans !

Arlette LAGUILLER

Yougoslavie

VERS DES BOMBARDEMENTS "HUMANITAIRES" ?

Le gouvernement français, par la voix du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, a été le premier des gouvernements européens à se rallier à la thèse américaine d'une intervention aérienne en Yougoslavie pour abattre les avions serbes qui survoleraient la Bosnie, voire pour bombarder toutes les bases aériennes serbes.

Cela risque d'avoir bien peu d'effet sur une guerre qui est fort peu aérienne et qui se déroule sur le terrain.

En fait le gouvernement français ne peut faire autrement que laisser aux USA l'essentiel de la responsabilité et de l'effort d'une intervention dans l'ex-Yougoslavie mais il ne voudrait pas que les intérêts impérialistes français soient écartés d'une quelconque région du globe.

Ce sont évidemment les raisons humanitaires qui sont mises en avant face à l'opinion publique. Malheureusement les arguments et les images pour les appuyer ne manquent pas, tant ce qui se passe en Yougoslavie, depuis des mois, est atroce. Ce dépeçage de l'ancienne Yougoslavie par des dirigeants avides et sans scrupules, qu'ils soient Serbes, Croates ou autres, se fait au détriment des populations qui sont, comme aujourd'hui à Sarajevo, réduites à survivre dans le froid et la famine, quand elles ne sont pas déportées au nom de la purification ethnique de telle ou telle région ou même carrément massacrées par villages entiers. Oui, la Yougoslavie aujourd'hui c'est l'horreur et la barbarie.

Malheureusement, bien malheureusement, cette barbarie, ces horreurs n'existent pas qu'en Yougoslavie : bien des peuples sont massacrés que ce soit en Afrique, en Asie ou aux portes mêmes des USA, à Haïti par exemple. Là, ni les USA ni la France n'interviennent pour faire respecter les droits du peuple haïtien martyrisé par les militaires et autres anciens macoutes.

S'il s'agissait vraiment de voler au secours des peuples, pour les aider à se débarrasser de régimes sanglants, corrompus et haïs, les occasions ne manqueraient pas. Mais il n'est que trop évident que ce ne sont ni les souffrances des peuples ni leur bon droit qui déterminent les interventions des grandes puissances. Celles-ci interviennent où et quand ça les arrange, en fonction de leurs intérêts et pas dans ceux des populations. La guerre du Golfe, il y a deux ans, a eu si peu à voir avec les intérêts de la population vivant au Koweït, ou de celle qui vit en Irak, que l'intervention militaire pourtant massive des grandes puissances n'a absolument rien changé ni à la répression dont sont victimes en Irak les Kurdes et les Chiites, ni au caractère réactionnaire, dictatorial et corrompu du régime koweïtien.

Aujourd'hui la distribution du riz offert par les écoliers français aux affamés de Somalie apparaît de plus en plus comme un prétexte à une intervention militaire qui est d'abord une opération visant à restaurer un pouvoir sur lequel les grandes puissances pourront compter, fût-il dictatorial comme le précédent (la misère n'était pas moindre alors mais les médias n'en parlaient pas).

Et demain une intervention contre la Serbie ne garantirait pas davantage le droit des peuples, ni le droit des musulmans bosniaques qui sont victimes des dirigeants serbes mais aussi croates, ni le droit des peuples serbe ou croate à vivre en bon voisinage.

D'ailleurs les grandes puissances européennes ont leur part de responsabilité dans cet éclatement de la Yougoslavie, non seulement pour des raisons historiques mais parce que tout récemment encore la France avait choisi de soutenir plutôt les dirigeants serbes, l'Allemagne plutôt les dirigeants slovènes et croates. Ce qui a fait écrire à un journaliste du *Figaro* :"*Pour préparer l'ordre mondial du XXI^e siècle, qui était supposé naître de l'écroulement du mur de Berlin, l'un s'est référé à 1914 et l'autre à 1939*".

Ça n'empêche pas la plupart des médias, et tout particulièrement la télévision, de participer à une mise en condition de l'opinion publique visant à faire passer une intervention militaire en Yougoslavie pour un devoir humanitaire. Comme avant la guerre du Golfe, la presse aux ordres s'exécute et fait feu de tout bois. De nouveau la comparaison avec Hitler est appliquée, cette fois à Milosévic, comme elle le fut il y a deux ans à Saddam Hussein. En Yougoslavie la politique de purification ethnique et les camps ça rappelle le nazisme. Mais au Moyen Orient la même politique menée depuis des dizaines d'années par Israël contre les Palestiniens, ça ne rappelle rien du tout.

Les organisations "humanitaires" sont mises à contribution. "Médecins du monde" lance une campagne avec affiches et vidéo-clips visant à convaincre du bien fondé d'une intervention militaire. "Médecins sans frontières" fait pareil. Les bombardements vont donc devenir thérapeutiques et humanitaires !

Tout ce qu'on peut dire c'est que les peuples, tous les peuples, ont tout à perdre à l'utilisation de la force armée par des dirigeants politiques aussi pourris que ceux contre lesquels ils parlent d'intervenir.

Dominique CHABLIS

LA FIN DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Le 1er janvier 1993, la Tchécoslovaquie n'existera plus. Créée en 1918, sur les ruines de l'empire austro-hongrois, séparée une première fois pendant les années 1939-1945, sous le protectorat hitlérien (avec à la tête de la Slovaquie un prélat fasciste notoire, Tiso), la Tchécoslovaquie sera désormais séparée en deux États, la République tchèque et la République slovaque. La première, de dix millions d'habitants, tchèques en majorité, mais aussi moraves et silésiens, conservera Prague comme capitale ; le gouvernement de la seconde, qui compte cinq millions d'habitants, siégera à Bratislava. Alors on attribue les bâtiments fédéraux, on répartit les wagons, les tanks et les avions, on trie les archives de la police et les documents historiques, on discute de la séparation des équipes sportives... C'est le partage des dépouilles, selon la règle des deux-tiers un-tiers, compte tenu du nombre d'habitants.

Une chose est certaine : ce ne sont pas les peuples qui ont décidé cet éclatement de la Tchécoslovaquie, mais les deux vainqueurs des élections du mois de juin 1992 soit, dans les pays tchèques, la coalition de Klaus et de son Parti Démocratique Civique avec le Parti Chrétien Démocrate, et en Slovaquie, le Mouvement pour une Slovaquie Démocratique de Meciar.

Ces partis sont minoritaires dans leurs Républiques respectives : dans les pays tchèques, la coalition a recueilli 33,5 % des voix aux élections à l'Assemblée fédérale et 29, 73 % des voix au Conseil national tchèque (Parlement). En Slovaquie, le mouvement vainqueur a obtenu 33,65 % des voix à l'Assemblée fédérale et 37,26 % au Conseil national slovaque (Parlement).

Les dirigeants de ces deux mouvements se sont servis des Parlements des Républiques, qu'ils dirigent par le jeu de lois électorales fort peu démocratiques, pour faire décider d'une partition dont 70 % de la population tchécoslovaque, d'après tous les sondages réalisés ces derniers mois, ne voulaient pas. Les dirigeants se sont donc bien gardés de consulter l'ensemble de la population, par référendum par exemple, ou même de tenir compte de l'avis de l'Assemblée fédérale, hostile dans sa majorité à la partition.

Il y a quelques années, à Bratislava, une banderole bilingue (en Slovaque et Hongrois) sur la façade d'une usine ((à la gloire du PC et du socialisme).

LO

Pour les populations, dans les pays tchèques comme en Slovaquie, le partage va coûter cher. Sur le plan économique, car on voit une chute du niveau de vie, plus accentuée en Slovaquie. Et surtout sur le plan politique. La République tchèque elle-même n'est pas à l'abri des revendications moraves d'origine et de culture hongroises. Ordre a été donné à la télévision slovaque de ne plus utiliser un seul nom de lieu en hongrois.

La partition de la Tchécoslovaquie s'est peut-être faite dans le calme. Mais l'appréhension manifestée par une majorité de Tchèques et de Slovaques devant la politique de leurs dirigeants est fondée, car ceux-ci s'emploient à diviser pour mieux régner en tentant de dresser leurs peuples les uns contre les autres. On connaît déjà cela en Europe centrale.

Clinton a fini de choisir sa nouvelle équipe gouvernementale

WALL STREET RESTE AUX COMMANDES

A quelques jours de son investiture, le 20 janvier prochain, le nouveau président Bill Clinton a achevé le choix des hommes, et des femmes, qui l'aideront à piloter la politique de l'Etat le plus puissant du globe.

La présence dans cette équipe de quatre femmes, quatre Noirs et deux Hispaniques est censée constituer l'événement et une preuve de la représentativité du nouveau gouvernement démocrate, tant il est vrai que dans la société capitaliste, et à plus forte raison la plus riche d'entre elles, la nomination d'une femme ou d'un membre d'une minorité de couleur à un poste de responsabilité d'un Etat industrialisé conserve un caractère exceptionnel puisque, malgré les grands discours égalitaires, la majorité des responsabilités vont plutôt à des hommes, à la peau blanche de préférence.

Mais ce savant dosage ne suffit pourtant pas, contrairement aux déclarations de Clinton, à représenter l'ensemble des Américains, car le sexe et la couleur de la peau ne sont pas des critères suffisants pour savoir dans quel camp social se situe un homme ou une femme.

Car, qu'ils soient des hommes, des femmes, des Blancs, des Noirs ou des Hispaniques, les nouveaux membres du gouvernement américain représentent finalement, non pas les intérêts de l'ensemble du peuple américain, mais ceux d'une seule et bien petite minorité, celle des possédants.

Qu'on en juge : Bentsen, le secrétaire au Trésor, a jadis soutenu, en tant que sénateur, les coupes claires réalisées par Reagan en 1982 dans les budgets sociaux. En même temps, il était partisan à la même époque de réduire l'imposition des compagnies pétrolières. Bentsen aura un assistant, Altman, qui vient du groupe Blackstone, une compagnie bancaire qui opère sur le marché boursier. A la tête du Conseil de sécurité économique, on trouve un autre homme qui a fait ses classes à Wall Street, Rubin, qui vient d'une entreprise de courtage en Bourse, Goldman et Sachs.

Cisneros, l'ancien maire de San Antonio, dans le Texas, va s'occuper du Logement et du Développement urbain. Il est bien connu dans sa ville. Il a beau être hispanique, il a été critiqué par cette communauté parce qu'il avait mis tout son poids pour réaliser un stade, tandis que les quartiers ouvriers et pauvres étaient laissés à l'abandon. Tout un programme !

Carol Browner est chargée de la Protection de l'environnement. L'une de ses premières déclarations après sa nomination a été : *"Les hommes d'affaires ne sont pas opposés à des programmes durs prenant en compte l'environnement. Ce qui les rend fous, c'est de rester dans l'incertitude et l'attente. Nous allons changer ça."* Elle a donc promis d'accélérer les procédures de développement industriel. Quant aux retards auxquels elle fait allusion, il s'agit parfois de mouvements populaires que certaines installations destructrices de l'environnement ont pu déclencher contre elles...

Quant à Ron Brown, le nouveau responsable du Commerce, il est connu pour son entregent - utile dans le commerce, n'est-ce pas. Il a ainsi aidé quelques-uns des dictateurs de cette charmante planète à obtenir plus d'argent et plus d'armes de la part des Etats-Unis. Parmi ses anciens "clients", il y a même quelques figures connues du public français : par exemple "Baby Doc" Duvalier, l'ancien dictateur de Haïti aujourd'hui réfugié en France, sous la protection du gouvernement "socialiste", et Omar Bongo, le chef d'Etat gabonais, autre grand ami de l'impérialisme français.

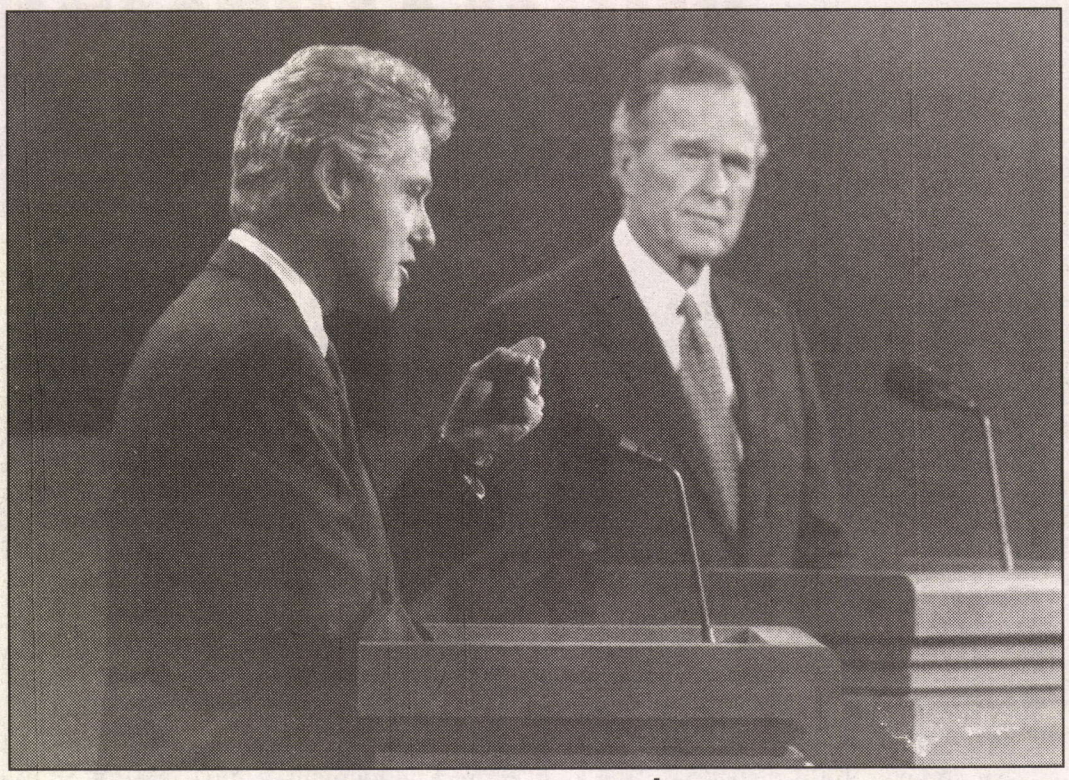
Quant à Bruce Babbitt, le secrétaire à l'Intérieur, il est bien connu de certains travailleurs de l'Etat de l'Arizona. Quand il y était gouverneur, il a envoyé la Garde Nationale contre les grévistes des mines de cuivre de Phelps Dodge.

Il paraît que c'est avec cette équipe-là et quelques autres personnalités du même genre que Clinton entend mener la politique de "changement" promise aux électeurs. Mais il suffit de jeter un œil à leurs états de service pour voir que, si le flacon a changé d'étiquette, les démocrates remplaçant les républicains, le contenu reste le même : 100% pro-capitaliste !

J. F.

Rebondissement du scandale de l'Irangate

AFP



BUSH SUR LA SELLETTE

Noël constitue traditionnellement un moment pour les petits cadeaux. Le président sortant des Etats-Unis, George Bush, n'en est pas avare. Il a profité de son droit de grâce présidentielle pour blanchir six personnalités mouillées dans une affaire qu'il est convenu d'appeler depuis six ans le scandale de l'Irangate.

A la tête de ces personnalités on trouve Caspar Weinberger, ancien secrétaire de la Défense. Ces six hauts responsables étaient accusés d'avoir menti au Congrès, le Parlement américain, au sujet de leur participation à cette opération qui consista, au milieu des années 1980, à obtenir la libération d'otages américains détenus au Liban contre une vente d'armes américaines à l'Iran... dont la livraison a été effectuée par l'intermédiaire de l'Etat d'Israël, en violation de la loi américaine sur le contrôle des exportations d'armes. Le profit de ces ventes - deuxième illégalité - était ensuite utilisé pour financer les "contras" antisandinistes au Nicaragua, un financement refusé par le Congrès au président.

Cela n'a pas empêché Bush de gracier ces responsables, *"au nom de l'équité, de l'honneur et de la décence"*, et en rendant hommage à leur "patriotisme".

Toute cette opération, révélée publiquement en novembre 1986, avait été réalisée sous la présidence Reagan, alors que le vice-président était un certain... George Bush.

Celui-ci avait consigné toutes ces affaires dans des notes secrètes, qui n'ont été remises au procureur chargé de cette affaire qu'au début de ce mois de décembre 1992 ! Celui-ci estime que cette "rétention d'informations" a permis d'éviter à Reagan de se retrouver sur la sellette à la fin de son mandat.

En comparant les notes apparemment très bavardes de Bush à celles de Weinberger, le procureur a appris entre autres qu'en janvier 1986, lors d'une réunion ultra-secrète, le principe de la vente de 4 000 missiles anti-chars TOW à l'Iran avait été adopté. Or Bush prétend n'avoir appris la connection entre la libération des otages et les ventes d'armes qu'à la fin de l'année 1986. Avant, les Etats-Unis vendaient donc des armes à leurs "ennemis" d'Iran (de même qu'ils en vendaient également à leurs "amis" d'alors d'Irak) sans autre raison particulière que de tirer profit sur les deux tableaux de la guerre acharnée à laquelle se livraient les Etats d'Iran et d'Irak, par leurs peuples interposés.

Mais ce feuilleton, riche en turpitudes, n'est pas encore clos. Furieux de cette grâce présidentielle, le procureur envisage maintenant d'entendre George Bush. Mais bien sûr, comme jadis pour Nixon et le Watergate, dans ces feuilletons réels mettant aux prises les grands de ce monde, à l'inverse des séries télévisées, les salauds s'en sortent toujours. Et nul ne doute que Bush, comme ses prédécesseurs Reagan ou Nixon, pourra lui aussi connaître une retraite dorée, ce qui aux Etats-Unis n'est pas donné à tout le monde.

J. F.

AU SECOURS, TAPIE REVIENT !

AFP

Bérégovoy a donc repris Tapie comme ministre de la Ville, poste qui était le sien lorsqu'il en avait démissionné au début de l'été dernier. Tapie avait en effet dû quitter le gouvernement au bout de 52 jours seulement, à la suite d'une inculpation, devenue assez banale ces derniers temps, de "recel de biens sociaux".

Aujourd'hui, il y a non-lieu. Le RPR Tranchant, ancien associé de Tapie dans Toshiba France, qui le poursuivait en justice et lui réclamait 13 millions de francs, a retiré sa plainte. Tranchant s'est laissé attendrir par les violons de l'arrangement amiable et surtout le son harmonieux de la monnaie : Tapie lui a versé 15 millions, la somme réclamée plus un joli pourboire. Et voilà Tapie relancé dans le jeu politicien.

A la mode dans les années 1980, en tant que repreneur d'entreprises en difficultés, Tapie avait essayé de perdre son profil d'aventurier en essayant d'avaler une entreprise célèbre, Adidas. Mais la partie se jouait à un niveau peut-être au-dessus de ses moyens financiers ou de ses capacités (il essaye toujours, en vain, de se débarrasser de cette entreprise).

Entre-temps, il avait participé à une tonitruante campagne régionale dans les Bouches-du-Rhône, en tant que candidat socialiste.

Devenu ministre, il n'avait guère eu le temps de s'occuper du "mal des banlieues", et il va donc pouvoir faire mine de s'y intéresser pendant les quelques mois qui restent au gouvernement Bérégovoy. Pour Tapie, ce bref passage constituera un tremplin de plus pour tenter de conquérir un poste de député de Marseille et, pourquoi pas, souffler à Vigouroux sa place de maire de Marseille en 1995. Ce n'est pas pour rien qu'il préside l'Olympique de Marseille...

Ce retour de Tapie au gouvernement et aux privilèges qui y sont attachés, ainsi que dans la prochaine campagne électorale en tant que candidat du PS, a fait grincer quelques dents dans ce parti.

Emmanuelli, ex-trésorier du PS et président de la Chambre des députés, a brocardé la *"réédition de Superman"* et a accusé Bérégovoy de confondre *"composition de gouvernement et mise en place d'une nouvelle grille audiovisuelle"*, prétendant ainsi s'opposer à cette "mystification" du bon peuple. Dommage que ce monsieur ait lié son sort à un parti dont la mystification du peuple est une seconde nature, et depuis longtemps.

En ces temps difficiles pour le gouvernement socialiste, on ne peut refuser les services de personne, d'autant que, si le "mythe Tapie" du gagnant battant a pris quelques bosses et fait certainement bien moins recette que "l'humanitaire", les volontaires pour ramer dans la galère socialiste ne sont pas légion.

Pour les électeurs nostalgiques de la "rose au poing", il y a Emmanuelli et, pour ceux qui pensent qu'il faut aller jusqu'au bout de la grande braderie social-démocrate, il y a Tapie. Entre ces deux grandes gueules, ça risque quand même de ne pas faire la foule.

Jacques FONTENOY

RELÈVEMENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES : ÇA NE FAIT PAS LE COMPTE

A compter du 1er janvier 1993, les allocations familiales sont augmentées de 2%. La dernière augmentation, 1,8%, remonte à juillet dernier. Cette petite largesse vient d'être décidée par le ministère des Affaires sociales qui fait là, en quelque sorte, un cadeau de fin d'année (ou de début d'année... électorale) aux familles. A peu de frais quand même, puisque la base mensuelle de calcul des allocations augmente de 39,50 F seulement. Pas de quoi jouer les grands ducs, donc. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de se féliciter d'une mesure qui assure, selon lui, *"le maintien total du pouvoir d'achat depuis 1982"* et représenterait *"une augmentation des prestations supérieure à 74% depuis 1981"*. Le ministère a, décidément, une façon bien à lui de calculer.

Quant à ces colonies de l'impérialisme français appelées "départements d'outremer", elles semblent mieux loties pour une fois (et une fois n'est pas coutume) puisque les prestations familiales devraient y être revalorisées de 20% au 1er janvier prochain. Ce qui reste quand même très loin de faire le compte puisque cette augmentation, tout importante qu'elle puisse paraître, laisse là-bas le montant des allocations familiales très en retard par rapport à celui d'ici. Leur alignement est annoncé pour le 1er juillet 1993... c'est-à-dire quand le ministère actuel ne sera plus là pour tenir ses promesses !

L. P.

Des patrons "contre" le chômage : L'hypocrisie se manifeste

Une trentaine de patrons et de cadres supérieurs de grosses entreprises viennent de signer un manifeste demandant à leurs semblables de prendre *"sérieusement en compte la lutte contre le chômage et l'exclusion"*.

Que les propositions de ce manifeste rejoignent celles du gouvernement et soient rendues publiques quelques mois avant les élections, cela n'étonnera personne. Parmi les signataires figurent d'ailleurs un bon nombre de PDG d'entreprises nationalisées, comme celui du Crédit Lyonnais, d'Usinor-Sacilor ou de Péchiney.

Mais il leur faut quand même un sacré toupet pour oser tenir de tels propos. Péchiney ne vient-il pas d'annoncer 1250 suppressions d'emplois pour sa seule branche aluminium, tandis qu'Usinor-Sacilor veut accélérer son plan de milliers de licenciements en cours, qu'Haberer, le PDG du Crédit Lyonnais, parle de 7000 licenciements dans les trois prochaines années ! Quant aux dizaines de milliers de travailleurs de la sidérurgie lorraine, jetés sur le pavé par les restructurations de ces dernières années, ils apprécieront sans doute les recommandations de ce manifeste sur la nécessité, en cas de licenciements, d'explorer *"toutes les possibilités de reclassement internes ou externes"*.

CERCLE LÉON TROTSKY

Vendredi 29 janvier à 20 h 30

De "l'affaire de Panama" aux "affaires" en cours : une longue tradition de scandales politico-financiers

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor – Paris 5e
M° Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F.

CONSIDERATIO
sur
FORMATION PRO

par M. Gastor
Président de la Société
à Asn
Président du Grou
d'Asnières-G

Février

Dans le cadre d'une série que l'on pourrait intituler "Les bonnes pages du patronat français", nous avons le plaisir d'offrir à nos lecteurs, pour les fêtes, quelques extraits d'un texte de février 1941. C'était la guerre, l'Occupation depuis six mois, le rationnement et un million de soldats, ouvriers ou paysans sous l'uniforme, étaient prisonniers en Allemagne. Comme d'autres rêvaient de l'immédiat avant-guerre, M. Chausson rêvait du passé. Mais lui, c'était de quarante ans auparavant, de 1900, la Belle époque, pas à cause du French Cancan mais à cause des journées de travail de 12 heures et des semaines de 60 heures.

Evidemment, le style de la littérature patronale a changé en cinquante ans mais, sur le fond, les discours n'ont-ils pas, quand même, plus qu'un vague air de ressemblance ?

Au cours de ma carrière industrielle, j'ai exposé à maintes reprises combien l'industrie française souffrait du manque d'ouvriers (je ne dirai pas spécialisés, car je prétends que le mot est impropre) mais d'ouvriers qualifiés. Même en cette période d'activité réduite, où la quantité de chômeurs est considérable, nombreuses sont les usines à la recherche de professionnels qu'elles ne trouvent pas.(...)

Comment n'être pas frappé de la régression constante du niveau professionnel, intellectuel et moral d'une grande partie des ouvriers français par rapport à ce qu'il était il y a 40 ans à peine.

A cette époque, la production française jouissait d'une réputation mondiale par le goût, le fini et la qualité de ses produits. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Dans de nombreux domaines, elle s'est laissé devancer et risque, si cette situation continue à s'aggraver, de perdre tous ses débouchés étrangers.

A quoi attribuer cet état d'infériorité ? Quelles mesures peut-on envisager pour y remédier ?

A la première question, je répondrai que depuis la guerre de 1914-1918, l'action des syndicats ouvriers sur les pouvoirs publics fut telle que ceux-ci furent amenés à voter des lois aussi absurdes que démagogiques sur le régime de l'apprentissage. Avant cette période, le problème professionnel ne se posait pas car il n'était pas une usine, pas un petit patron qui ne formât des apprentis. Il est même de notoriété publique que les grosses usines tiraient leurs meilleurs ouvriers professionnels de la formation artisanale. Les artisans, peu préparés à se soumettre à des règlements draconiens, effrayés par l'inspection du travail, ont choisi le moyen radical en supprimant l'apprentissage.

L'effet ne s'est pas fait attendre et ce fut l'origine de la course aux ouvriers qualifiés, de la surenchère, de la hausse des salaires et des prix. Pour enrayer cette course, les grosses usines envisagèrent alors de remplacer l'ouvrier qualifié par la machine et nous assistâmes alors au travail dit à la chaîne n'exigeant pas des manœuvres spécialisés, rouages sans valeur professionnelle, rapidement adaptés à des opérations élémentaires exécutées sur des machines réglées à l'avance.

Ce fut, pourrais-je dire, le coup de grâce de l'apprentissage, car certains d'entre eux acquéraient en quelques semaines une telle habileté que, souvent, leurs salaires dépassaient ceux des professionnels. Ce mauvais exemple, exploité par l'action néfaste des syndicats ouvriers préconisant l'égalité des salaires, amenait fatalement les jeunes à se désintéresser d'apprendre un métier. Ils comprenaient qu'il était absurde de sacrifier 3 années d'apprentissage à ne rien gagner puisqu'ils pouvaient, en quelques semaines, gagner autant que leurs camarades professionnels .

Par ailleurs, leurs parents, plus soucieux de les "exploiter" comme un instrument de gain supplémentaire immédiat que de préparer leur avenir en les mettant à même d'acquérir un bon métier, les encourageaient dans cette idée fausse et, parfois même, s'opposaient à leur désir de s'instruire.

Le manœuvre spécialisé ne trouve son emploi que dans les ateliers mécanisés : hors de cela, il est perdu, à moins qu'il ne soit encadré par une maîtrise importante et un contrôle renforcé. Ces frais accessoires ajoutés à son salaire conduisent alors à des prix de revient prohibitifs.(...)

Que faire alors pour remédier à cet état de choses ?

(...)L'enseignement technique a fait de son mieux pour encourager, subventionner même, un certain nombre d'écoles professionnelles, mais celles-ci sont trop rares, hélas. Le ministère de la Jeunesse fait lui-même un très gros effort en créant des Ateliers de Jeunesse qui reçoivent les jeunes gens de 14 à 17 ans et, ensuite, les Camps de Jeunesse destinés à la formation des jeunes de 17 à 20 ans.

Ces mesures généreuses, très belles en soi, ne sont qu'un palliatif en l'époque troublée que nous vivons, ne peuvent guérir le mal que je viens d'évoquer. Il est trop vaste et beaucoup plus profond qu'on ne se l'imagine.(...)

N'est-il pas navrant de voir en 1941 des élèves pourvus du certificat d'études primaires, suivi parfois d'une année de cours complémentaire, faisant 30 fautes dans une dictée de 10 lignes; confondant 1 millimètre et 1 centimètre, un cercle et une circonférence. Le nombre d'illettrés est tel que, sur ce point, notre pays se classe parmi les derniers des nations civilisées.

Est-il vraiment utile d'enseigner à des enfants de 10 ans le fonctionnement du tube digestif de la fourmi, et combien d'autres matières aussi inutiles à 90 % des élèves, alors qu'ils sont nuls en français, nuls en calcul, nuls en géographie, nuls en géométrie, nuls en dessin, nuls en tout.(...)

Heureusement qu'il existe encore un grand nombre (pas assez grand, hélas) d'industriels qui se chargent de suppléer eux-mêmes à la carence de l'enseignement primaire en créant, dans leurs usines, des écoles d'enseignement général à côté de leurs écoles d'enseignement professionnel. Ils paient néanmoins deux fois —la première sous forme d'impôts, la deuxième sous forme de sacrifices personnels— un résultat qui serait certes plus efficace s'il était obtenu par ceux dont c'est la fonction.

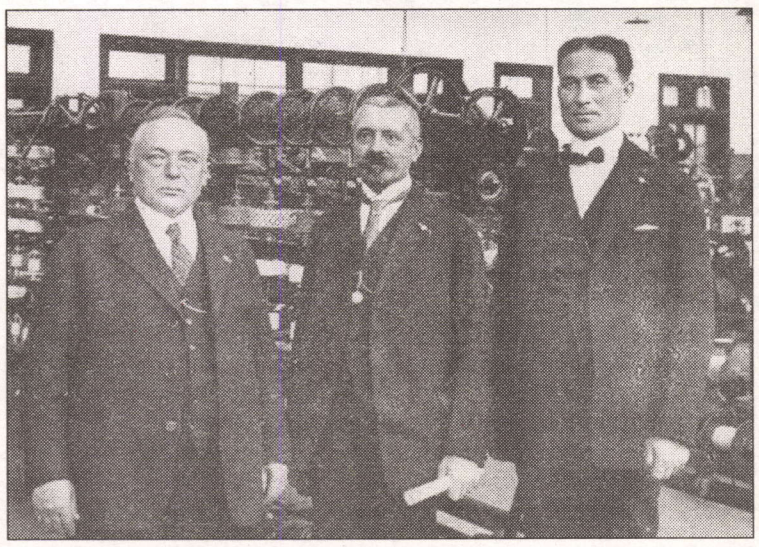
Il existe aussi des pères de famille restés pénétrés du plus impérieux de leurs devoirs qui, renonçant à la gratuité des écoles officielles ont, au prix de lourds sacrifices, préféré placer leurs enfants dans des établissements libres où la place qui lui revient est faite à l'éducation morale.

Quelles leçons de morale ces jeunes cerveaux reçoivent-ils à l'école primaire ? Aucune. Conscients de leurs droits, ils ignorent tout de leurs devoirs. Leur a-t-on jamais parlé de ces derniers ? On reste effaré devant le nombre croissant de petits voyous futurs candidats à la prison qui n'ont d'autre souci que celui de voler pour se procurer de l'argent.

Viollet

Des rouets pour l'apprentissage des jeunes filles en 1941, sous un portrait de Pétain.

Une belle brochette de bourgeois : des directeurs de l'usine LMT en 1920.



Viollet

NS GENERALES
la
OFESSIONNELLE

CHAUSSON
des Usines Chausson
ières.
pe des Industriels
Gennevilliers

1941

Viollet

Des officiels du gouvernement de Vichy visitant un centre d'apprentissage à Aubervilliers (avril 1944).

Sur 450 élèves qui forment l'effectif de l'école professionnelle que j'ai créée au sein de mes usines, 40 ont déjà été renvoyés pour vol. Est-ce une solution ? Que deviennent ces jeunes épaves irresponsables et que fait-on pour les redresser ?

Conclusion : il faut donner d'abord à ces jeunes cerveaux une morale saine et l'enseignement nécessaire aux besoins de la vie courante : Français, Histoire, Géographie, Dessin, Calcul, Géométrie, etc.

Un jeune homme peut se défendre dans la vie avec ce simple petit bagage, à la condition qu'il le possède bien. Il suffira au professeur de morale de le convaincre qu'il peut ensuite s'élever dans la société en s'instruisant lui-même à ses heures de loisir. (...)

Il faut préparer les jeunes à leur futur métier

(...)(Le) programme se résumerait ainsi : "préparation aux travaux manuels, éducation morale, intellectuelle et physique, orientation professionnelle".

J'entends par préparation manuelle : apprendre à chacun à se servir de ses mains, ce qui, dans la vie moderne, est aussi indispensable que de savoir lire et écrire.

C'est pour cela que je préconise cet enseignement obligatoire pour tous, quelle que soit la voie définitive envisagée. Il ne s'agit pas d'apprendre aux jeunes élèves la pratique élémentaire de plusieurs métiers, mais des principes généraux s'appliquant à tous les métiers en commençant par le maniement correct d'outils courants, marteau, lime, burin, ciseau à bois, rabot, scie, pinceau, etc., etc.(...)

A cette formation pratique, une formation théorique s'impose, comportant des notions de technologie élémentaire, de géométrie, de mathématiques, le dessin (l'enseignement du dessin à main levée devrait être très poussé) et, enfin, de comptabilité pratique. Combien peu de jeunes gens, même ayant fait des études secondaires, sont capables de rédiger convenablement, sans rien omettre, une formule de prêt d'argent ou un reçu de somme.

Parallèlement, seraient faites des conférences exaltant l'altruisme, l'amour du travail bien fait, la conscience professionnelle, le respect du travail d'autrui et, enfin, la dignité que confère à chacun l'application de ces principes. L'apologie de certains métiers y serait faite ainsi que des causeries sur leur histoire et leurs particularités. Une discipline rigoureuse devrait s'imposer à l'éducation de cette jeunesse, afin de former des hommes qui ne feront plus dire que nous sommes le peuple le plus grossier de la Terre.

A ces cours seraient exaltés le goût du travail bien fait, de l'effort, de l'énergie et de la discipline par des exemples montrant de simples ouvriers qui, par l'application de ces principes, ont pu gravir tous les échelons de l'échelle sociale pour atteindre les plus hautes situations.(...)

A 14 ans, un jeune homme dont les parents n'ont pas de rentes doit être préparé dans le minimum de temps à gagner sa vie. Il y a 40 ans, un jeune apprenti de 14 ans travaillait fréquemment 60 heures par semaine. Aujourd'hui, je peux affirmer et prouver qu'il ne doit consacrer moins de 40 heures par semaine à l'apprentissage effectif de son métier. L'enseignement culturel et de la culture physique sont à prendre sur des heures supplémentaires.

Je reste sceptique quant à l'intérêt que présente la généralisation de l'enseignement de la culture physique, car il est difficile d'admettre que 70 % des ouvriers ne la pratiquent pas suffisamment dans l'exercice même de leur profession. Ne tombons pas surtout d'un excès dans l'autre.(...)

Les études d'un médecin, d'un avocat et de bien d'autres se paient; pourquoi en serait-il autrement pour acquérir une profession manuelle solide dont certaines exigent des années de labeur et d'études ?

De tels problèmes ne se posaient pas il y a 40 ans, époque où la journée de travail était de 12 heures, où la natalité, plus grande, fournissait un plus grand nombre de travailleurs, mais où, par contre, la femme était exclue du travail d'usine, époque, enfin, où l'on ignorait les secours du chômage puisqu'il n'y avait pas de chômeurs. A cette époque bénie, il n'y avait que des ouvriers qualifiés qui, tous, trouvaient à s'employer. Il en serait de même aujourd'hui, en période normale bien entendu, si tous les chômeurs avaient un métier. Je vais plus loin : j'affirme que, dès la reprise de l'activité industrielle, les usines manqueront de main-d'œuvre, alors que des milliers de chômeurs continueront d'être secourus. Il est bien certain qu'il y en aura toujours, même au plus fort de l'activité nationale, mais le chômeur professionnel ne disparaîtra qu'en supprimant les secours qu'on a la sottise de lui donner. Les allocations de chômage n'ont pas pour peu contribué à supprimer le désir de perfectionnement chez les mauvais ouvriers. Généralement, ce ne sont que les médiocres et presque toujours les mêmes qui émargent.(...)

Il me reste à envisager le cas des jeunes de 17 à 20 ans. Les camps de Jeunesse ont été créés pour arracher un grand nombre d'entre eux à l'oisiveté, les soustraire à de nombreuses tentations en les occupant à des travaux divers. Cela est bien à la condition de ne pas les y maintenir longtemps. La préoccupation de leur avenir, qu'ils ne peuvent entrevoir qu'à travers une fonction future dans la vie, aura tôt fait, s'ils sont incapables intellectuellement ou manuellement, d'en faire des aigris, des mécontents et même des révoltés, prêts à se jeter dès leur sortie dans les bras des communistes.

Pour remédier à cette regrettable éventualité, il serait possible pour un grand nombre d'entre eux, et après sélection, de procéder à une rééducation ou apprentissage accéléré, afin d'en faire en très peu de temps des ouvriers passables. Ayant expérimenté personnellement cette méthode, je puis dire qu'elle a donné de bons résultats.

Il suffirait pour cela que les patrons ne fussent pas entravés par la convention collective et que, pendant la période d'adaptation des intéressés (6 mois par exemple), ceux-ci ne puissent prétendre à aucun salaire. Resteraient ceux qui, trop nombreux, hélas, crurent à la panacée universelle en poursuivant des études dont on leur offrait la gratuité. Ce sont les malheureuses victimes de la loi néfaste sur l'enseignement secondaire gratuit, contre laquelle j'ai protesté vainement en son temps et dont les résultats désastreux ont confirmé ma prédiction. Cette mauvaise loi a engendré, en effet, une pléiade de désabusés et de mécontents . (. . .)

(...) Il m'est tout de même agréable de rappeler que la plupart des améliorations sociales sont d'initiative patronale : apprentissage, allocations familiales, logements ouvriers, congés payés, appliqués en totalité ou en partie par un grand nombre d'industriels avant qu'un décret leur en fasse une obligation, assistance sociale, services médico-sociaux d'usines, etc., etc. (...)

C'est à la méconnaissance de ces faits, peut-être aussi à l'erreur de certains patrons, que nous devons l'explosion ouvrière de Juin 1936 où beaucoup d'entre eux, injuriés, molestés, furent enfermés dans leurs bureaux, d'autres empêchés de pénétrer dans leurs usines transformées en music-halls, etc., etc. On conçoit aisément l'émoi qui s'est manifesté chez ces patrons, puis l'inquiétude et le désarroi qui envahit les autres à tel point que la plupart, pressentant un effondrement général, se torturaient l'imagination pour trouver l'abri sûr à tout ce qu'ils pouvaient sauver de la catastrophe entrevue.

Les esprits finirent par se calmer, mais le coup était porté : la confiance, l'esprit d'entreprise et le goût du risque avaient disparu et c'est dans cet état voisin de l'apathie générale que l'industrie française fut surprise par la déclaration de la guerre.

Il n'y a pas lieu de s'étonner du temps et des efforts qu'il fallut déployer pour remettre la machine en route afin de l'adapter au travail intensif des fabrications de guerre. Le temps perdu ne se rattrapant pas, on peut donc mesurer aujourd'hui dans notre défaite les conséquences des erreurs commises.

Puissent ces erreurs ne plus se renouveler, car nous n'en avons plus à commettre; toutes les bonnes volontés, toutes les énergies se rassembler dans une même communion d'idées autour de notre grand Chef, Monsieur le Maréchal Pétain, pour la reconstruction morale et matérielle de notre belle France.

C'est à l'expérience acquise par 50 ans de vie ouvrière et patronale, s'exerçant encore dernièrement sur un effectif de plus de 6 000 ouvriers, que je me dois d'exposer ces idées et dont l'application peut contribuer, pour une large part, au relèvement de notre pays.

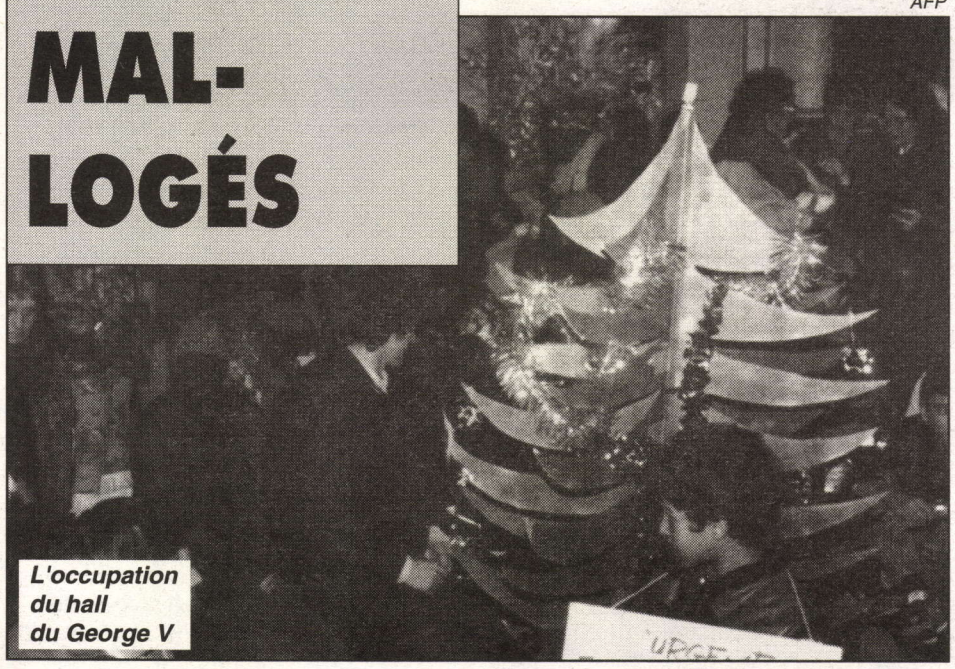
Gaston CHAUSSON

DE LA POUDRE AUX YEUX POUR LES MAL-LOGÉS

Le gouvernement vient de prendre un certain nombre de mesures en faveur des mal-logés et des sans-logis. Dorénavant, les marchands de biens qui rachètent des immeubles ne pourront plus expulser les locataires sans leur proposer des relogements acceptables. Ils n'auront plus le droit, pour forcer les locataires à décamper, de faire des travaux rendant les immeubles inhabitables. Reste à savoir comment ces textes seront appliqués...

D'autre part un *"Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées"* vient d'être créé, qui aura, comme tous les comités de ce genre, surtout du vent à moudre...

AFP



L'occupation du hall du George V

Enfin quelques immeubles, appartenant à l'administration ou à la Ville de Paris, ont été ou vont être mis à la disposition des sans-logis. Mais attention, il n'est toujours pas question de faire fonctionner la loi "de réquisition" qui permettrait, par exemple, d'obliger une entreprise comme l'UAP (mais il y en a bien d'autres) à louer son parc de milliers de logements vides à des prix abordables. L'Etat et la Ville (celle-ci contrainte et forcée il est vrai) se sont dessaisis de quelques logements leur appartenant et c'est tout. Ensuite ce sera au "Haut Comité" d'en dénicher d'autres s'il y parvient...

Tout ceci donnera des logements à quelques dizaines de familles de sans-abri. Tant mieux pour elles. Mais on estime qu'il y a 400 000 ou 500 000 SDF, "Sans domicile fixe", c'est-à-dire des gens sans abri et généralement sans travail. L'un d'entre eux vient même de mourir de froid ! Pour eux il n'y a rien de prévu, sinon peut-être l'ouverture de quelques stations de métro si l'hiver devient trop rude.

Quant aux familles de travailleurs sans abri, ou logées de manière précaire, et qui pourraient payer un modeste loyer, même pour elles il n'y a pas grand-chose de fait. Quelques-unes de ces familles ont occupé pour protester le hall de l'hôtel George V sur les Champs-Elysées. A cette occasion, la radio a signalé que la plus modeste "suite" du George V coûtait 2 800 francs pour une nuit... Le loyer mensuel pour une petite famille en banlieue parisienne !

Les mesures gouvernementales sont dérisoires et viennent bien tard. Trop tard sans doute pour rehausser le PS aux yeux des électeurs face à Chirac qui lui, dans sa guéguerre contre les socialistes, s'est toujours prononcé contre la mise à disposition d'immeubles de l'Etat ou de la Ville pour les sans-logis.

Signalons d'autre part que dans le cadre de la réforme du Code Pénal, est intervenue une importante modification de la loi sur les squatters qui entrera en vigueur le 1er septembre 1993. Auparavant il y avait obligation de jugement pour expulser un squatter, ce qui permettait de faire traîner les choses. Dorénavant on pourra expulser sans jugement, même l'hiver (la "trêve hivernale" ne concerne plus les squatters) et, en cas de jugement les peines seront de 1 an de prison ferme et de 100 000 F d'amende ! Or il y a certainement des milliers de squatters à Paris.

En tout cas, la gauche gouvernementale a montré que pas plus que la droite, elle n'était prête à imposer la moindre contrainte aux propriétaires de logements vides alors qu'il y a de plus en plus de sans-abri qui dorment - et parfois qui crèvent - dehors.

André VICTOR

3 MILLIONS DE CHÔMEURS 3 MILLIONS DE DEMI-CHÔMEURS

Le travail à temps partiel aurait beaucoup augmenté en 1992 puisque près de 3 millions de travailleurs, comme dit la télé, *"y auraient recours"*.

80 % d'entre eux (on pourrait dire d'entre elles) seraient des femmes et la même télé de nous montrer des images de caissières de supermarchés en insistant sur le fait que ce travail à temps partiel conviendrait particulièrement aux femmes.

On nous annonce cela comme si c'étaient les salariés qui choisissaient volontairement de travailler à temps partiel. Malheureusement un grand nombre de travailleuses et de travailleurs sont bien obligés de prendre ce qu'on leur offre.

Et le travail à temps partiel arrange bien les patrons car cela permet de faire travailler plus ou moins, selon les besoins, en économisant les frais de licenciement et en économisant même la malheureuse prime de précarité d'emploi pour les contrats à durée déterminée.

Tant que cela sera si bien pour les patrons, le travail à temps partiel risque fort de se généraliser encore. Mais il ne "conviendra bien" aux travailleurs que lorsqu'ils profiteront enfin de la productivité, qui a doublé ou triplé depuis 1936, si ce n'est plus, et qui permettrait de faire, pour tout le monde, descendre l'horaire hebdomadaire de travail bien en dessous de 40 heures, avec un salaire décent pour tous.

Mais tant que ce seront les patrons qui feront la loi, la productivité, cela ne profitera qu'à eux.

Amendement sur les licenciements : UNE MESURE ÉLECTORALE

Suite à un vote conjoint des députés PS et PC, vient d'être adopté un amendement introduisant, dans le code du travail, une définition du plan social et ses mesures d'accompagnement obligatoires. Désormais, la procédure de licenciement sera *"nulle et sans effet tant qu'un plan visant au reclassement des salariés s'intégrant au plan social n'est pas présenté par l'employeur aux représentants du personnel qui doivent être réunis, informés et consultés."*

Si le CNPF, le syndicat des patrons fait mine d'y voir se profiler le retour de l'autorisation administrative de licenciement abrogée par le gouvernement Chirac en 1986, une abrogation que la gauche n'avait d'ailleurs pas remise en cause à son retour en 1988, les syndicats, eux, sont satisfaits.

Cet amendement leur donnera un peu de "grain à moudre" en leur permettant de suggérer reclassements, formations, voire réduction du temps de travail. Ce qui se pratiquait de fait dans les "plans" prétendus "sociaux" des grandes entreprises où l'on supprime actuellement des milliers d'emplois.

Voilà donc une mesurette qui sauve les apparences - c'est utile en ces temps de veillées préélectorales - à défaut d'arrêter les charrettes de licenciés présentes et à venir.

LES RAFLES SONT DE RETOUR

Sans doute dans le cadre des initiatives du commissaire Broussard destinées à *"déranger les dealers"*, deux quartiers dans les 18e et 19e arrondissements de Paris ont été bouclés, dans la soirée du 29 décembre, par des centaines de policiers, tandis que d'autres visitaient les commerces, les cafés, interpellaient à gauche et à droite, fouillaient passants, consommateurs, clients. Une centaine d'interpellations auraient été maintenues, mais aucune quantité de drogue n'aurait été saisie.

A en juger par ce résultat, ce type d'action n'empêchera certainement pas les trafiquants de prospérer.

En tout cas, dans les quartiers pauvres, cela ressuscite les rafles du temps de la guerre d'Algérie ou de l'occupation.

Ceux que l'on arrêtera, ce sont quelques travailleurs n'ayant pas réussi à faire renouveler à temps leur carte de travail ou ceux qui, peut-être, ne pourront pas justifier d'un domicile et d'un emploi. C'est une façon comme une autre de lutter contre le chômage et de résoudre le problème des mal-logés.

Quand un gouvernement qui se prétend socialiste fait cela, on se dit que si un gouvernement de droite fait pire, qu'est-ce que ce sera !

Renault Véhicules Industriels (Vénissieux – Rhône)

PREMIÈRES RÉACTIONS AUX LICENCIEMENTS

C'est au cours du CCE du 16 décembre dernier que la direction de Renault Véhicules Industriels a finalement annoncé la suppression de 1 348 emplois en 1993 (dont 605 FNE) répartis sur les différentes usines.

Pour les travailleurs ce n'était pas une surprise, car ce chiffre était déjà connu depuis une semaine. La CGC quant à elle faisait circuler le chiffre de 2 500 licenciements depuis un mois. D'autre part, depuis les vacances, les journées de chômage technique se sont multipliées dans certains secteurs. En décembre par exemple, une grande partie de l'usine de Vénissieux a chômé de 10 à 11 jours.

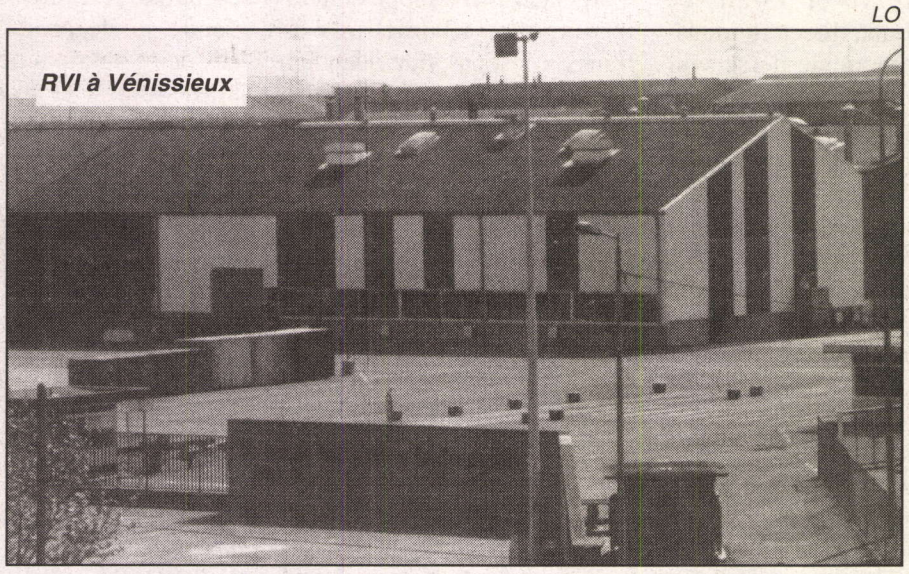
En fait la direction de RVI n'en est pas à son premier "Plan d'amélioration de la compétitivité" : c'est le quinzième ! Déjà en 1992, un autre PAC supprimait 1 008 emplois. Depuis quinze ans, les effectifs de RVI sont passés de 34 000 à moins de 17 000.

Dans le passé, ces différents plans ont permis à la direction de RVI d'augmenter sensiblement la productivité et d'annoncer des bénéfices records en 1989 et 1990. Aujourd'hui, elle justifie ces nouveaux licenciements par la crise et la mévente des camions.

Ainsi, pour les travailleurs, crise ou pas, leur nombre se réduit comme une peau de chagrin, c'est le chômage technique et les licenciements.

A l'usine de Vénissieux, l'ambiance est surtout à l'inquiétude car cette fois-ci elle est particulièrement touchée avec 484 suppressions d'emplois (dont 193 FNE ou départs en préretraite maison). Dans certains secteurs comme la Fonderie, la Forge ou le Montage des moteurs, l'effectif ouvrier devrait diminuer de 10 à 20 %.

LO



RVI à Vénissieux

Manifestation des ouvriers de RVI Limoges le 8 juillet 1992.

LO

Aussi, le jour du CCE, il y a longtemps que les travailleurs ne s'étaient pas retrouvés aussi nombreux à débrayer à l'appel de tous les syndicats et à se rassembler devant la porte A de l'usine pour brûler symboliquement le PAC.

Pour l'instant, si le mécontentement s'exprime, ce n'est pas encore la colère. Beaucoup de travailleurs attendent le CCE de janvier, les syndicats ayant fait appel à un expert, ce qui prolonge d'autant la procédure. D'autre part, pour la majorité des ouvriers et employés, cette période de fin d'année est chômée. Pourtant certains commencent à penser que ce sont les travailleurs de RVI Limoges qui ont eu raison lorsqu'au mois de juin dernier ils ont fait grève et sérieusement bousculé les directeurs pour protester contre les licenciements. Le nombre des licenciements avait été réduit et aujourd'hui Limoges n'est pas touché par le PAC.

Jusqu'à présent, la direction a pu appliquer ces différents PAC en divisant les travailleurs et en réussissant à obtenir des "départs volontaires". Mais rien ne dit qu'aujourd'hui il en sera de même : le débrayage du 16 décembre peut redonner confiance dans l'action collective et dans la possibilité de faire reculer le patron.

Correspondant LO

Cézus-Chimie / Jarrie (région de Grenoble)

LES TRAVAILLEURS RÉAGISSENT AU "PLAN SOCIAL" PÉCHINEY

Le 1er décembre 1992, la direction de Cézus annonçait par un Comité d'entreprise extraordinaire le "plan social" de Péchiney, c'est-à-dire qu'elle déclarait un sureffectif de 37 personnes, sur 212 travailleurs dans l'entreprise. Un cadre, quinze agents de maîtrise et vingt et un travailleurs seront touchés : dix-sept préretraites sont prévues, ainsi que des mutations. Où ? Mystère… Ce "dégraissage" sera effectué en deux ans.

Quelques jours après cette annonce, les travailleurs, bien sûr très inquiets, se réunissaient en assemblée générale et décidaient de rédiger et de diffuser un tract en direction de l'usine voisine d'Atochem, filiale d'Elf-Aquitaine, pour informer leurs camarades de la situation à Cézus. Une cinquantaine de travailleurs se répartirent aux trois portes d'Atochem le mardi 8 décembre pour distribuer le tract. Quant aux agents de maîtrise, ils s'étaient joints à la rédaction et à la diffusion du tract. Mais le soir même, en intersyndicale, un agent de maîtrise proposait que les travailleurs abandonnent toutes leurs primes au patron ; qu'il y ait des réductions d'horaire avec perte de salaire pour tout le personnel ; que les ouvriers des entreprises extérieures soient… licenciés !

Bien sûr, ces propositions, aussitôt connues, furent rejetées avec indignation par les travailleurs. Ceux-ci décidèrent de distribuer à nouveau leur tract devant le bureau de vote de Jarrie, le jour des élections prud'homales. 45 travailleurs diffusèrent ce jour-là… dont quelques agents de maîtrise.

Le vendredi 11 décembre, l'assemblée générale des travailleurs (cette fois la maîtrise était absente, puisque n'étaient invités que ceux qui étaient hostiles à tout licenciement !) décidait un débrayage de deux heures lundi 13 décembre et convoquait à ce moment-là une conférence de presse. Ils décidaient également de participer samedi 19 décembre à une manifestation organisée en Savoie par la CGT des usines Péchiney de Venthon et Ugine, elles aussi touchées par les licenciements.

Le lundi 13 décembre, étaient présents à la conférence de presse FR3, le *Dauphiné libéré*, le *Travailleur alpin* (journal local du Parti Communiste), le député du Parti Socialiste de la circonscription ainsi que le maire communiste de la ville de Vizille voisine de Jarrie (les élections approchant, les politiciens commencent à faire semblant de s'intéresser aux problèmes des travailleurs…).

Les jours suivants, une collecte était organisée à Cézus, qui finança largement les frais de location du car pour se rendre à la manifestation du samedi suivant. 35 travailleurs de Jarrie se rendirent ainsi à cette manifestation en Savoie, qui regroupa en tout environ 350 travailleurs. Ceux-ci s'installèrent à un péage d'autoroute très fréquenté en ce départ de vacances et laissèrent passer gratuitement deux heures durant les automobilistes.

De retour à Jarrie, les travailleurs étaient satisfaits de leur action. Comme l'usine impose aux ouvriers une dizaine de jours de congés pendant les fêtes, les travailleurs ont décidé de recommencer dès la reprise leurs actions de protestation, comme la diffusion de tracts aux entreprises voisines, comme Rhône-Poulenc à Pont-de-Claix, elles aussi touchées par des licenciements.

Bien sûr, les travailleurs de Cézus ont conscience que c'est une lutte bien plus large, bien plus générale, mobilisant des millions de travailleurs qu'il faudrait pour imposer aux patrons et au gouvernement l'interdiction des licenciements. Mais en attendant, ils sont bien décidés à manifester par tous les moyens leur mécontentement et surtout à bien montrer à la direction qu'elle ne disposera pas d'eux comme de vulgaires pions sur un échiquier. Question de dignité.

Correspondant LO

NORTON (La Courneuve)

UNE TRÊVE DES CONFISEURS UN PEU BOUSCULÉE

■ Chez Norton, on ne peut pas dire qu'il y ait vraiment eu de trêve des confiseurs durant cette période de fêtes de fin d'année.

D'abord il y a toujours les licenciements annoncés dès le 5 novembre (sur 65 suppressions d'emplois, 26 licenciements secs dont 12 ouvriers, 6 employés, 2 agents de maîtrise et 6 cadres, le reste étant des pré-retraites FNE), par la nouvelle direction venue de Saint-Gobain, pour cela, en septembre. Norton a en effet été racheté par Saint-Gobain il y a deux ans maintenant. Les licenciés n'ont été nommément connus que le 11 décembre dernier. Depuis cette date, les choses ont un tout petit peu évolué, la direction a dû revenir sur certains points sous la pression de l'administration, tellement elle a commis d'irrégularités dans cette affaire.

Dans un premier temps la Direction du Travail et de l'Emploi refusait son plan social parce que, parmi les licenciés, figuraient des salariés âgés entre 50 et 55 ans ce qu'interdit une directive ministérielle, sous peine de se voir refuser la convention FNE. La direction a fait quelques concessions sur ce terrain : elle réintègre deux de ces licenciés, elle en fait passer trois en pré-retraite FNE avec maintien du salaire jusqu'à 55 ans et, pour les autres, l'Inspecteur du travail a demandé à ce qu'elle s'engage à leur reclassement en contrat à durée indéterminée, avec garantie d'emploi d'un an, aux mêmes qualifications et salaires qu'aujourd'hui et à une distance de leur domicile n'excédant pas une heure de trajet. Par ailleurs, elle a dû également revenir sur le licenciement d'un travailleur qui venait de partir en stage dans le cadre de la Formation professionnelle ce qui, là aussi, interdit de le licencier durant toute la période du stage.

Voilà pour les premières concessions. Pour les autres licenciés, la direction envisagerait de donner un peu plus d'argent si l'enveloppe dont elle dispose (13 millions de francs) n'est pas vide quand elle aura payé avec l'antenne emploi, les aides à la création d'entreprise, les départs en pré-retraite FNE.

C'est tout pour le moment.

Cela dit, c'est ce qu'elle a dû concéder alors que les travailleurs, attentifs au déroulement des différentes procédures engagées par les syndicalistes, à leurs résultats, n'ont cependant pas mis, jusqu'ici, leur poids dans la balance pour faire aller la direction plus loin qu'elle ne semble le vouloir.

Cependant, le jour du réveillon de Noël, le 24 décembre, tout un secteur a cessé de travailler parce qu'on cherchait des noises à deux camarades. C'est justement un secteur où un poste vient d'être supprimé et où, malgré cela, la direction exige une production supérieure à celle qui sortait précédemment quand tout le monde était encore là ! Ce débrayage spontané a eu l'effet escompté. La direction est revenue sur le projet de muter ces deux ouvriers pour les punir de refuser de se plier à son ordre absurde.

Voilà l'ambiance en ce moment à l'usine dans une période réputée calme !

Correspondant LO

ON NE PRÊTE QU'AUX RICHES

Un journal financier nous apprend que Saint-Gobain vient d'émettre pour 400 millions de dollars (en francs, cela fait six fois plus, soit 2,4 milliards) de "notes" qui sembleraient être une sorte d'obligation, une forme d'emprunt. Cette opération est destinée à faire rentrer de l'argent frais dans ses caisses et si Saint-Gobain l'a obtenu c'est bien que ses actionnaires escomptent faire des profits.

Alors d'un côté, on met à la porte comme des malpropres des travailleurs sous prétexte de problèmes économiques et, de l'autre, on est suffisamment joufflu pour faire encore baver d'envie quelques spéculateurs. La crise, le chômage, les patrons se défendent d'en être responsables, mais ce sont pourtant eux et leur système qui les organisent !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Norton (La Courneuve).

Alcatel-Telspace (Nanterre)

UNE EXPOSITION DE LA MAIRIE DE PARIS POUR NOUS EXPLIQUER COMMENT SE SERRER LA CEINTURE

Faut pas rêver ! Arc

La mairie de Paris a prêté au CE d'Alcatel-Telspace une exposition consacrée à la bonne gestion des budgets domestiques qui comporte des "conseils" sur l'art et la manière de vivre à moindre frais.

Il est évidemment plus simple de nous expliquer qu'il vaut mieux ne pas utiliser de carte bleue plutôt que de nous donner des salaires décents. Les hausses de salaires au compte-gouttes ne permettent plus de vivre correctement ? Qu'à cela ne tienne, l'exposition indique des *"recettes de repas du soir économiques"*, liste à l'appui, *"potage, far breton"*, *"soupe poireaux-pommes de terre, crêpes"*, *"coquillettes au beurre, fruits"*, etc. Il y a cinquante propositions de la même eau, c'est le cas de le dire.

Et comme rien ne vaut le langage des chiffres, faites vous-mêmes votre pizza, à condition de n'y mettre ni anchois, ni olive, ni fromage râpé, il ne vous en coûtera que 12,75 F pour quatre personnes. Les gourmands qui ajoutent les trois ingrédients "facultatifs" en ont pour 25,05 F, les dépensiers !

Téléphoner moins cher, rien de plus facile. L'exposition ne suggère évidemment pas d'appeler depuis son poste de travail mais elle nous apprend que le plus économique c'est évidemment entre 22 h 30 et 6 h du matin où cela coûte 65% moins cher. Pratique, non ?

Mais, il fallait garder le meilleur pour la fin. Comment utiliser au mieux son budget ? Rien de plus facile. Il suffit de respecter les *"deux principes"* et les *"quatre règles d'or"*. Les principes : *"Vivre à l'intérieur de ses moyens"* et *"gérer le budget en famille"*. Les quatre règles : *"Penser, c'est-à-dire prévoir"*, *"savoir dépenser, c'est-à-dire acheter"*, *"contrôler, c'est-à-dire tenir les comptes"*, *"rectifier, c'est-à-dire réduire au besoin une dépense au profit de l'autre"*. Ça, personne n'y avait jamais pensé. Un truc : *"Si mes enfants viennent avec moi au supermarché, ils ont "le ventre plein" pour éviter les tentations"*...

Voilà, on en passe et des meilleures. On ne sait pas si c'est un avant-goût du programme social de Chirac. En attendant, nous on préfère de beaucoup devant tant de "modernité", ce truc ringard qui consiste à se battre pour augmenter les salaires.

Correspondant LO

Lire

Le Parc Jurassique

de Michael Crichton

Un richissime américain, un peu toqué, a l'idée, et les moyens financiers pour la concrétiser, de créer, dans une île qu'il a achetée au large du Costa Rica, un parc animalier dont les visiteurs seraient des milliardaires et où les animaux seraient des dinosaures. Des dinosaures vivants, bien vivants, recréés par génie génétique. De là le nom du parc, le "Jurassique" étant la période de l'ère secondaire où apparurent les dinosaures. En principe tout est conçu pour éviter les accidents, comme dans tous les parcs animaliers. Mais on ne saurait tout prévoir, ni le comportement des dinosaures aux gènes un peu trop bricolés, ni celui des concurrents pratiquant l'espionnage industriel, ni celui d'un informaticien véreux. Et les choses vont vraiment, mais alors vraiment mal tourner. Le tout étant saupoudré, pour faire d'actualité, non seulement de génétique, géniale ou pas, de paléontologie bien sûr, avec considérations à la mode sur la physiologie des dinosaures, mais aussi d'électronique, d'informatique et même de théorie du chaos illustrée de courbes censées être fractales.

Il ne faut pas chercher beaucoup de vérité scientifique, ni même trop de logique, dans ce roman de science-fiction qui ne fait que renouveler à sa façon les vieux films de série B où des humains sont, dans un coin perdu de la planète, confrontés à des dinosaures rescapés d'un lointain passé (il est d'ailleurs question d'une adaptation pour le cinéma par Steven Spielberg !). Il remet surtout au goût du jour le vieux mythe des dangers que la science ferait courir à l'humanité, genre plus exploité encore que le précédent, depuis qu'en 1818 la plume de Mary Shelley a donné vie à la créature monstrueuse du Dr Frankenstein.

Cela dit, ce roman est captivant et, d'un chapitre sur l'autre, l'intérêt du lecteur ne peut se relâcher, dans l'attente de la forme que prendra la catastrophe suivante. Si l'on devine assez rapidement que les bons —sauf quelques autochtones— ont des chances de s'en sortir mais que les responsables, à un titre ou à un autre, vont tous y passer, on est tenu en haleine (à condition de ne pas être trop sensible) par la façon, constamment renouvelée dans l'horrible, dont l'auteur, aidé des dinosaures, choisira de faire mourir ceux qu'il a condamnés. Et, vraie leçon de cette histoire, le pire n'est pas une planète dominée par les dinosaures ou livrée à la science pour la science, mais une société où l'argent donne le pouvoir d'utiliser la science, comme tout ce qui est au monde, dans le seul but de faire encore plus d'argent.

En résumé, pour les amateurs du genre, ce bouquin se lit vite et avec plaisir mais, comme il n'est pas donné, il vaut mieux se le faire prêter... ou offrir.

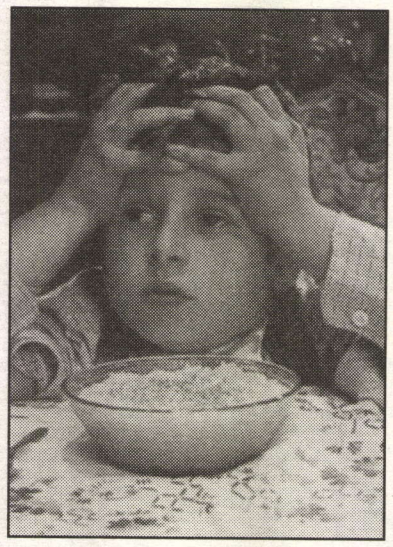
R.H.

Le Parc jurassique *de Michael Crichton -Ed. Robert Laffont- 120 F.*

Voir

Tito et moi

de Goran Markovic



Ce film du réalisateur Goran Markovic nous entraîne à Belgrade dans les belles années du titisme, en 1954. Tito, au faîte de sa gloire, est l'objet d'un véritable culte dans le pays. "Moi", c'est le réalisateur, en la personne d'un gamin de 10 ans, Zoran, qui a Tito pour idole. Et puis Zoran est amoureux. C'est le début de tous ses malheurs. L'objet de son adoration, Jasna, est une gamine plus grande et plus âgée que lui qui, si elle accepte de bon gré que Zoran porte son cartable jusqu'à l'orphelinat, reste assez dédaigneuse à l'égard de ce jeunot, qui plus est désavantagé par un physique plutôt rondouillard. Elle préfère les plus grands...

Jasna est parmi les heureux élus admis à participer à un pèlerinage au pays natal de Tito, au terme duquel est prévue une rencontre avec celui-ci en personne. Aussi lorsque l'institutrice annonce que l'auteur de la meilleure rédaction sur Tito sera sélectionné pour participer au pèlerinage, Zoran n'hésite pas, pour briller aux yeux de son amie, à composer une ode à Tito... poème lyrique et involontairement satirique qui lui vaut les éloges de l'institutrice et une place dans le pèlerinage.

La satire de Tito en potentat adulé des foules et surtout des petites filles est évidemment aisée aujourd'hui. Mais le réalisateur entremêle son film de séquences d'actualités, avec Tito recevant les hommages de la foule, en compagnie de chefs d'Etat "non-alignés" comme Bourguiba, qui témoignent bien de l'atmosphère de l'époque.

Et puis le personnage de Zoran, gamin boulimique, sensible, qui fuit les querelles incessantes et tapageuses du foyer familial, d'autant plus maladroit qu'il se sent rejeté par les grands de l'école qui ne songent, eux, qu'à se faire bien voir, est réjouissant. Naïf, facilement pris en grippe, il ne manque pourtant pas d'atouts, ni de jugeote finalement... ce qui amène une fin cocasse et quelque peu surréaliste.

Le regard frais et spontané que porte cet enfant, du haut de ses 10 ans, sur les adultes est finalement bien sympathique.

Cécile BERNIER

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Cha-troussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

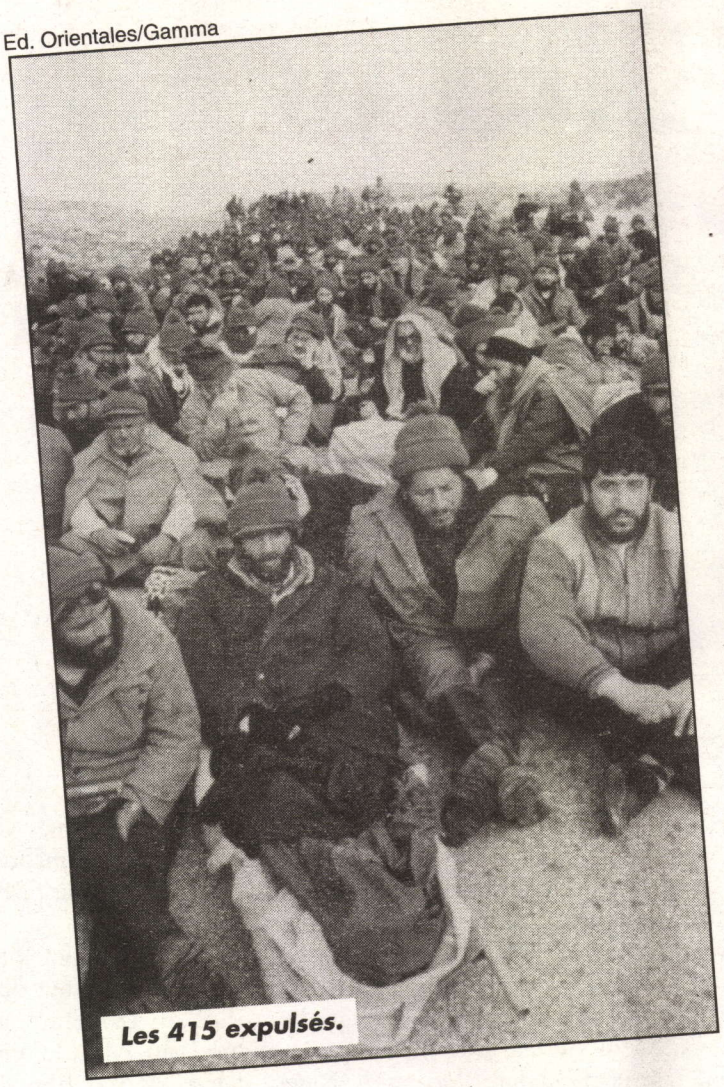
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Ed. Orientales/Gamma



Les 415 expulsés.

EXIL ET PURIFICATION ETHNIQUE EN PALESTINE

L'affaire des 415 Palestiniens expulsés par Israël au Sud Liban a pris une ampleur internationale que n'imaginait probablement pas le gouvernement israélien. Les 415 sont accusés d'être membres ou sympathisants de mouvements islamistes radicaux. Certains semblent toutefois avoir été expulsés "par erreur" Mais de toute façon aucune charge ne leur est reprochée dans l'assassinat du garde frontière israélien qui a servi de prétexte à l'expulsion. Ils sont victimes d'un délit d'opinion et du délit... d'être Palestiniens !

Ce que met en évidence cette déportation, qui n'est que la dernière d'une longue série (des centaines de Palestiniens ont été bannis depuis des années) c'est la volonté du gouvernement israélien de se débarrasser des Palestiniens indésirables. Et pour lui tous les Palestiniens sont plus ou moins indésirables...

Depuis l'indépendance d'Israël il y a un peu plus de quarante ans, et même avant, les dirigeants juifs ont réussi à chasser les Arabes palestiniens de la majeure partie de leurs terres, surtout à l'occasion des guerres successives. La plupart des Palestiniens se sont donc trouvés parqués dans l'enclave de Gaza, minuscule et surpeuplée, dans les collines pierreuses de Cisjordanie, dans des camps situés dans les pays voisins, ou tout simplement en exil...

Gaza et la Cisjordanie, fournisseurs de main d'œuvre bon marché aux entreprises israéliennes, fonctionnent un peu comme les Bantoustans en Afrique du Sud. C'est en quelque sorte "l'Apartheid" à la mode israélienne.

Et parallèlement les autorités continuent de vouloir chasser les Palestiniens de certains territoires, en particulier des zones de colonisation juive en Cisjordanie, voire même de Gaza (les dirigeants israéliens ne sont pas tous d'accord là-dessus).

Cela c'est la "purification ethnique" à la façon israélienne. Car ce qui se fait avec beaucoup de mal dans l'ex-Yougoslavie est très avancé en Palestine.

Quelle différence y-a-t-il, en effet, entre chasser des Musulmans, ou des Croates – ou des Serbes – de chez eux, et chasser des Palestiniens ?

André VICTOR

Mission humanitaire en Somalie :

RESTAURER L'AUTORITÉ DES GANGSTERS

Gamma

Aïdid et Ali Mahdi s'embrassant.

Conclu avec le parrainage du représentant officiel de l'américain Bush en Somalie, l'accord signé à Mogadiscio par les deux principaux seigneurs de la guerre, le président auto-proclamé Ali Madhi et le général Farah Aïdid, a été présenté avec un fort écho médiatique comme une victoire politique des Occidentaux. Pourtant, l'accord de paix prévoyant des solutions aux conflits claniques, la suppression des frontières artificielles qui délimitent les secteurs contrôlés par les chefs de guerre et la cessation des hostilités, a été commenté avec réserve par le représentant des Etats-Unis lui-même. *"Il faut attendre et voir,* a-t-il déclaré, *il y a beaucoup de problèmes au sein de chaque clan et sous-clan"*.

C'est que cet accord est en fait le troisième du genre, les deux précédents étant restés lettre morte. Et cette fois encore, dans les heures qui ont suivi la publication de l'accord, des accrochages armés ont eu lieu, près de l'aéroport de Mogadiscio et le long de la ligne verte qui coupe la ville en deux. Une concession hébergeant des observateurs des Nations Unies ainsi que les membres de la Croix-Rouge ont essuyé des coups de feu.

Mais la journée du lundi 28 décembre, durant laquelle les frères ennemis ont scellé leurs apparentes retrouvailles dans une atmosphère de liesse imposée et sous l'œil bienveillant des gouvernants occidentaux, n'en reste pas moins symbolique de la politique suivie par les impérialistes. En fin de compte, ce qu'ils recherchent, c'est l'établissement d'un pouvoir unique, fiable à leurs yeux, voire dépendant d'eux et capable de s'imposer à la totalité de la population somalienne. En guise de "Rendre l'espoir", du nom de l'opération dite humanitaire que les Occidentaux mènent dans cette partie de l'Afrique, ils rendront peut-être aux Somaliens une dictature unique, à l'image de ce que fut le régime de Syad Barré entre 1969 et le début de l'année 1991.

Car c'est tout de même un comble de présenter un Ali Mahdi ou un Farah Aïdid comme les seuls dirigeants possibles de la Somalie. Ces deux hommes furent un temps alliés lorsqu'il s'était agi de renverser le dictateur Syad Barré. Mais bien qu'issus d'un même clan, celui des Hawiyé, ils ne tardèrent pas à s'affronter, chacun revendiquant le pouvoir pour son propre compte. Les bandes armées, qui pillent et rackettent les populations, ne sont pas toutes sous leur contrôle mais elles ne peuvent exister que dans le cadre du conflit entre Madhi et Aïdid.

Et ces deux hommes ont un passé édifiant. D'après l'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 24 décembre, Aïdid a fait exterminer dans des conditions atroces des civils de la localité de Bulohawo, le 28 avril dernier. Il y a encore quelques semaines, ce même individu contrôlait dans la capitale le trafic du Khat, la drogue locale. Mahdi, quant à lui, a fait pilonner en novembre des navires chargés d'aliments et il y a peu, il importait clandestinement de Rome, des cargaisons de billets de banque.

Certes Bush a affirmé que lors de sa visite à Mogadiscio pour le réveillon, il ne rencontrerait pas les deux hommes. C'est sans doute parce qu'il demeure encore un peu sceptique sur leur capacité à faire régner l'ordre en Somalie qu'il ne veut pas se salir les mains sauf par "marines" interposés.

Georges LATTIER

Le N°51 de Lutte de Classe est paru

Au sommaire :

France

Contexte politique et échéances électorales 1

La situation internationale

La situation internationale et la crise économique 12

La poussée des nationalismes dans les pays de l'Est européen 24

L'URSS :

La situation dans l'ex-Urss 29

Fin... et suite 46

Lutte Ouvrière – Directeur de publication : Michel Rodinson – Commission paritaire n°64-995